



Commune Courgevaux

Règlement relatif à la participation communale aux coûts des contrôles et soins dentaires scolaires

L'assemblée communale

Vu la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo; RSF 140.1) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo; RSF 140.11);

Vu la loi du 19 décembre 2014 sur la médecine dentaire scolaire (LMDS; RSF 413.5.1) et son règlement d'exécution du 21 juin 2016 (RMDS; RSF 413.5.11);

Vu l'ordonnance fixant la valeur du point du tarif des prestations du Service dentaire scolaire (RSF 413.5.17),

Vu la loi du 16 novembre 1999 sur la santé (LSan; RSF 821.0.1) ;

Vu l'ordonnance du 9 mars 2010 concernant les fournisseurs de soins (OFS; RSF 821.0.12);

édicte :

Article premier - But et champ d'application

¹ Le présent règlement a pour but de déterminer l'étendue de la participation communale aux coûts des contrôles et des soins dentaires scolaires des enfants et des jeunes, dont les parents sont domiciliés sur le territoire communal.

² Sont subventionnés les contrôles et les soins dentaires des enfants et des jeunes en âge de scolarité obligatoire ou qui fréquentent les établissements de la scolarité obligatoire, après déduction des prestations allouées par des tiers, institutions d'assurance notamment.

Article 2 - Aide financière de la commune

¹ L'aide financière de la commune est accordée pour les prestations fournies par le Service dentaire scolaire (ci-après : le Service) ou par un ou une médecin dentiste privé/e autorisé/e à pratiquer à titre indépendant dans le canton de Fribourg ou dans un autre canton confédéré.

² La valeur du point pour le calcul de l'aide financière est celle retenue pour la prise en charge des prestations du/de la/des médecins dentistes scolaires dans le cadre de la convention. Elle est fixée d'entente entre les parties, la valeur maximale admise étant celle appliquée par le Service.

³ Ces prestations comprennent :

- a) les contrôles ;
- b) les soins dentaires.

⁴ Les prestations suivantes ne font pas l'objet d'une participation communale :

- a) les traitements orthodontiques ;
- b) les rendez-vous manqués.



Commune Courgevaux

Article 3 - Contrôles et soins dentaires

Les coûts des contrôles et des soins dentaires font l'objet d'une aide financière, conformément au tableau annexé « Tableau des contributions au règlement sur la participation de la communauté aux coûts des soins dentaires à l'école ». Ce tableau fait partie intégrante du présent règlement.

Article 4 - Voies de droit

1 Les décisions prises par le conseil communal ou un organe subordonné au conseil communal en application du présent règlement sont sujettes à réclamation auprès du conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision (art. 103 du code de procédure et de juridiction administrative : CPJA ; art. 153 al. 2 et 3 LCo).

2 Les décisions sur réclamation du conseil communal sont sujettes à recours auprès du préfet dans les 30 jours dès la notification de la décision sur réclamation (art. 116 al. 2 CPJA et art. 153 al. 1 LCo).

Article 5 - Mise en application

Le Conseil communal est chargé de l'application du présent règlement.

Adopté par l'assemblée communale du 27.05.2019

Le Secrétaire :



Le Syndic :

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, le

23 avril 2020

Anne-Claude Demierre
Conseillère d'Etat, Directrice



Commune Courgevaux

Tableau des contributions au règlement sur la participation de la communauté aux coûts des soins dentaires à l'école

Enfant (s)	Revenu imposable:															
	jusqu'à 16'474	de: 16'475 à: 20'290	de: 20'291 à: 24'510	de: 24'511 à: 28'324	de: 28'325 à: 32'100	de: 32'101 à: 35'203	de: 35'204 à: 39'657	de: 39'658 à: 43'433	de: 43'434 à: 47'208	de: 47'209 à: 50'984	de: 50'985 à: 54'759	de: 54'760 à: 58'540	de: 58'541 à: 62'316	de: 62'317 à: 66'091	de: 66'092 à: 69'867	en-dessus de: 69'868
1	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
2	100%	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
3	100%	100%	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%	0%	0%	0%	0%
4	100%	100%	100%	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%	0%	0%	0%
5	100%	100%	100%	100%	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%	0%	0%
6	100%	100%	100%	100%	100%	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%	0%
7	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	90%	80%	70%	60%	50%	40%	30%	20%	0%

Adopté par l'assemblée communale du 27.05.2019

Le Secrétaire :



Le Syndic :

Approuvé par la Direction de la santé et des affaires sociales, le 23 avril 2020

Conseillère d'Etat, Directrice

Anne-Claude Demierre

